

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

## - DREAL Bourgogne Franche-Comté -

Réf. IP/SK-2016-469

<b>Unité départementale :</b> Côte d'Or		<b>Subdivision :</b> 1																
<b>Nom des inspecteurs :</b> Isabelle PETTAZZONI accompagnée par Benoît BOURGUIGNON <b>Date de la lettre d'annonce de l'inspection :</b> 3 octobre 2016 <b>Date de l'inspection :</b> 18 novembre 2016 <b>Type d'inspection :</b> <table><tr><td><input type="checkbox"/> approfondie</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> courante</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> rapide</td></tr><tr><td><input type="checkbox"/> inopinée</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> annoncée</td><td></td><td></td></tr><tr><td><input type="checkbox"/> planifiée</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> circonstancielle</td><td></td><td></td></tr></table> <b>motif de la planification :</b> respect du programme pluriannuel d'inspections.				<input type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante	ou	<input type="checkbox"/> rapide	<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input type="checkbox"/> annoncée			<input type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle		
<input type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante	ou	<input type="checkbox"/> rapide														
<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input type="checkbox"/> annoncée																
<input type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle																
<b>Société :</b> STPI <b>Commune :</b> VONGES <b>Activités :</b> Application de peinture		<b>Régime :</b> A  <b>Priorité :</b> autre																
<b>Liste des installations inspectées : l'ensemble du site</b>  <b>Thèmes :</b> Air, Équipements sous pression, Mise en demeure, REACH, réduction des émissions de COV, Risques accidentels.  <b>Référentiels de l'inspection :</b> - arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2008 (APA) - arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2013 (APMD)																		
<b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b> - Céline MARIE, responsable QSE - Laurent THOMAS, directeur général - Nelly THOMAS, RAF																		
<b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b>  L'impression générale est satisfaisante : le site est bien tenu et le suivi documentaire informatisé est de bonne qualité. Des améliorations apparaissent néanmoins nécessaires, en particulier dans le suivi des équipements-sous-pression.  <b>1. consistance des installations autorisées.</b>  Un point de situation a été fait quant aux activités encore exercées au regard de celles initialement autorisées. Il en ressort que les activités associées à la rubrique 2565-2b relevant initialement du régime de la déclaration avec contrôle périodique ont cessé depuis 2006. De même, les installations relevant de la rubrique 1432-2b (DC) n'existent plus du fait de la modification de la nomenclature. Le site ne relève plus que de la rubrique 2940-2a sous le régime de l'autorisation pour ses activités d'application de peinture, pour une capacité maximale autorisée de 375 kg/j. Concernant les nouvelles rubriques 4000 liées à la mise en œuvre de la Directive SEVESO 3, l'exploitant a réalisé un recensement des produits susceptibles d'être détenus sur site et s'est positionné vis-à-vis de la nomenclature. Le site relèverait de la rubrique 4330 sous le régime DC. <b>L'exploitant est invité à solliciter le bénéfice des droits acquis auprès de Mme le Préfet.</b>  <b>2. suite des précédentes inspections.</b>  En 2013, l'exploitant avait sollicité un aménagement pour repousser la requalification périodique de la chaudière vapeur du site. Cette demande a été refusée par courrier du 5 juin 2013 et a donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 21 juin 2013. La situation a été régularisée en octobre 2013. <b>Les suites données à l'APMD sont satisfaisantes.</b>  Concernant les suites des précédentes inspections, certains points relevés lors de la visite de 2011 restaient à solder à l'issue de l'inspection menée en 2013, notamment : - le portail pour clore totalement le site : celui-ci a été installé. Constat conforme désormais. - la mise en place d'actions correctives suite au contrôle des installations électriques : le dernier rapport de contrôle a été présenté (rapport du 3 février 2016) et ne fait pas apparaître de non-conformité. Constat conforme.																		

- l'étude technique foudre (ETF) restait à mener : à la place de l'ETF, l'exploitant a procédé à la mise en place de parafoudre sur le bâtiment usine. Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, **l'exploitant doit faire procéder à la vérification des installations par un organisme distinct de celui ayant effectué la pose des parafoudres. D'autres vérifications sont appelées par cet arrêté et doivent être programmées (remarque).**
- la liste des MMR a été établie et transmise à l'Inspection des IC. Constat conforme.
- **la démonstration de la non-pertinence d'un explosimètre au regard des risques au niveau de l'étuve reste à produire (non-conformité).**
- la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie : l'exploitant a mis en place des réhausses ou bosselages à tous les accès du bâtiment principal. Néanmoins, il n'a pu justifier du dimensionnement de la rétention ainsi créée. **La justification reste à produire (remarque).**
- le zonage ATEX des cabines de peinture a été revu : elles sont désormais considérées comme des zones à risque. Constat conforme.

Les suites données aux précédentes inspections apparaissent satisfaisantes dans l'ensemble.

### 3. rejets atmosphériques et PGS.

La liste des points de rejets atmosphériques de l'installation figurant dans l'APA n'est plus à jour par rapport aux installations réellement existantes du fait de la modification de certaines parties de l'établissement (remplacement de la cabine fonte par une nouvelle cabine de peinture, suppression de la cabine essais). Le plan de toiture présenté en inspection n'est également pas à jour. **L'exploitant doit mettre à jour et transmettre la liste des points de rejets de l'établissement avec leurs caractéristiques (installations raccordées, hauteur de la cheminée, diamètre, débit nominal) (remarque).**

Concernant la surveillance des rejets atmosphériques, l'APA ne définit pas clairement la périodicité des mesures à réaliser hormis la réalisation annuelle d'un plan de gestion des solvants. Le dernier rapport de mesures des effluents gazeux date de 2013. L'exploitant s'interroge également sur la de certains paramètres à contrôler (NOx et CO sur installations de séchage avec chauffage électrique). **L'exploitant doit définir le programme de surveillance de ses émissions conformément à l'article 9.1.1 de l'APA et le transmettre à (remarque).**

Concernant plus particulièrement les émissions de COV, l'exploitant a présenté son plan de gestion des solvants pour l'année 2015. La consommation de solvants (flux I1 – O8) est de 19,4 tonnes de solvants. Les émissions totales de solvants (diffus + canalisés) sont de 12,7 tonnes. Le flux I1 est calculé à partir des achats et consommation de produits (tableau de calcul présenté par l'exploitant). Les rejets atmosphériques diffus (flux O4) sont dus à l'évaporation des produits de dégraissage, l'exploitant considérant que 100 % du produit utilisé est rejeté. Les rejets atmosphériques canalisés (flux O1) sont déduits par calcul du fait de l'absence de mesures des rejets atmosphériques.

Du fait de l'absence de mesures de rejets atmosphériques, l'exploitant ne peut démontrer sa conformité aux valeurs limites d'émissions en COV figurant à l'article 3.2.1 de l'APA. L'exploitant a par conséquent mis en œuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME) afin de montrer que les émissions totales de COV ne dépassent pas le flux qui serait atteint par une application stricte des VLE. Cette alternative à la mesure des rejets atmosphériques est autorisée par l'APA et l'arrêté du 2 février 1998. L'exploitant a présenté son SME : les modalités de calcul de l'émission annuelle cible n'est pas conforme à la circulaire du 23 décembre 2003 relative aux schémas de maîtrise des émissions de COV. En effet, l'exploitant a utilisé la formule de calcul général alors qu'une formule spécifique doit être utilisée pour les activités d'application de revêtement (§ 3.5 de la circulaire). **L'exploitant doit réaliser un SME en utilisant les formules de calcul spécifiques à son activité conformément à la circulaire du 23 décembre 2003 (remarque).**

### 4. risques accidentels.

Concernant la prévention du risque incendie, ont été examinés :

- le dernier rapport de vérification des 4 RIA du site: le rapport date du 2 juin 2016 et conclut que les 4 RIA sont HS. L'exploitant a précisé que les RIA étaient effectivement fuyards, bien qu'ils sont en capacité de délivrer de l'eau en quantité suffisante. Un devis a été effectué auprès d'un autre prestataire pour la remise en service des équipements. Le devis a été établi le 17 novembre 2016 et accepté dans la foulée. **L'exploitant doit lever rapidement cette non-conformité à l'article 7.6.3 de l'APA.**
- le dernier rapport de vérification des bornes incendie : la dernière vérification a été opérée par les pompiers de Pontailier sur Saône en 2012. Les débits mesurés sur les 3 PI sont de 70, 126 et 145 m3/h sous 2,2 bars. Le constat est conforme.
- la procédure de vérification périodique interne de la rampe de noyage par vapeur sur l'installation chaîne : la procédure existe et prévoit une vérification annuelle. Cependant l'exploitant rencontre des difficultés pour respecter la périodicité des contrôles mentionnés (contrainte d'effectuer le contrôle lors des opérations de changement des filtres) et la dernière vérification a été opérée en 2013. **Il convient de mettre en cohérence la procédure et la réalité (remarque).**

Au niveau du zonage ATEX, l'exploitant est en cours de refonte de ce zonage dans le cadre d'un travail réalisé avec l'appui d'un bureau d'études spécialisé. Ce travail devrait aboutir fin 2016/ début 2017.

Pour ce qui concerne les équipements-sous-pression (ESP) : la liste des ESP détenus a été présentée. Le constat est conforme à l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000. Toutefois, il a été constaté que le réservoir d'air PAUCHARD N° X4179 de 2006 était en retard de requalification périodique. **Ceci constitue une non-conformité majeure. Le maintien en service de cet équipement se fait sous l'entière responsabilité de l'exploitant.** L'exploitant a pris date pour faire procéder à la requalification périodique le 18 décembre prochain.

#### 5. point REACH.

Les inspecteurs ont examiné par sondage plusieurs fiches de données de sécurité (FDS). Il est à noter que les FDS sont accessibles à l'ensemble du personnel, comme le prévoit la réglementation. Le constat est conforme sur ce point. Concernant les FDS en elles-mêmes :

- la première FDS examinée est relative à une peinture « gris ardoise » qui est un mélange de naphta lourd et de 4-tert-butylphénol. La FDS date de 2009 et est obsolète. Après recherche, il apparaît que le naphta lourd est une substance soumise à restriction présentant les mentions de danger suivantes : H350, H340, H304 voire H372. Le 4-tert-butylphénol est quant à lui classé H410, et donc susceptible de relever de la rubrique 4510.

- la seconde FDS est relative à une peinture « rouge brun » du même fournisseur. La FDS, de 2009, est également obsolète. Ce mélange comporte du naphta lourd (mêmes remarques que pour la peinture précédemment contrôlée), du bis(orthophosphate) de trizinc classé H410, et donc susceptible de relever de la rubrique 4510, et enfin du kérozène.

- la dernière FDS demandée concerne un décapant industriel gélifié composé d'alcool benzylique, d'acide formique et de xylène. La FDS du fournisseur n'était pas disponible au jour du contrôle (FDS fournie a posteriori). L'exploitant a toutefois fourni la FDS d'un autre fournisseur dont l'examen n'appelle pas de commentaire.

**L'exploitant doit disposer des FDS de chaque fournisseur à jour (non-conformité) et conforter le classement des rubriques 4000 au regard des informations nouvelles des FDS à obtenir. L'exploitant doit examiner les impacts potentiels du classement de certaines substances détenues et utilisées comme étant « à restriction ».**

#### 6. Visite des installations.

Au cours de la visite des installations, les inspecteurs ont relevé les points suivants :

- présence de calorifuge sur les abords du site – **à faire évacuer.**
- présence d'un ancien ESP qui n'est plus utilisé - **à détruire et évacuer.**
- quelques bidons de liquide susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sans capacité de rétention associée.
- une plaque d'égout est fissurée dans la zone susceptible de recevoir les eaux d'extinction d'un incendie.

#### Suites envisagées :

Compte-tenu des engagements pris par l'exploitant pour lever le 18 décembre 2016 la non-conformité majeure observée, il n'est pas proposé à ce stade de suite administrative.

#### Liste des documents établis suite à la visite :

- Lettre à l'exploitant

Date : le 24 novembre 2016-

Les rédacteurs		Le vérificateur et approbateur	
Les inspecteurs des installations classées		L'Inspecteur des Installations Classées, Responsable de l'UD 21	
<u>Signé</u>		<u>Signé</u>	
Benoît BOURGUIGNON	Isabelle PETTAZZONI	Alain SZYMCZAK	